

SALARIÉ·E·S DEBOUT !



#AUSTÉRITÉ • BILLET D'ACTU • MARDI 20 JUIN 2023

N°78

Après 64 ans ? L'austérité !

« Au moins dix milliards € »

Le gouvernement veut les économiser d'ici 2027 contre « la dette », annonce lundi 19 juin Bruno Le Maire.

OÙ, CES ÉCONOMIES ?

- **santé** : lutte contre les arrêts maladie et « les dérives » des dépenses en médicaments ;
- **logement** : suppression du dispositif Pinel, refonte du prêt à taux zéro ;
- **emploi** : réduction du soutien à l'emploi.
- **soins dentaires** = -10 %.

Le ministère de la Santé a décidé : le remboursement Sécu des soins dentaires passe au 1^{er} octobre de 70 à 60 %.
« Répartition technique » avec les mutuelles ? Elles vont nous le faire payer !

DETTE ?

L'autre nom de l'austérité...
Quand Macron parle de dette, il signifie à la classe des travailleurs qu'elle devra renoncer à des droits fondamentaux afin de transférer cet argent aux créanciers.

CAPITAL

L'austérité, c'est Capital. Ceci n'est pas une « politique », c'est la relation sociale qui structure l'économie libérale : la majorité sociale qui vit de son salaire est perdante, et la minorité qui vit des revenus du capital est gagnante.

INFLATION ?

Afin que les profits grossissent dans la compétition capitaliste, les salaires doivent être réprimés pour restaurer la compétitivité. La répression sociale, le pouvoir la pratique en coordination avec les patrons.

SOUFFRANCE ?

Le capitalisme ne fonctionne que si la majorité souffre, c'est une condition de base. Macron fait de l'austérité pour que les riches fassent de l'argent, ce qui est une façon de perpétuer un système fondé sur l'injustice.

LE BLOC DES RICHES EN VEUT TOUJOURS PLUS. FACE À EUX, RÉSISTER, REVENDIQUER, LUTTER, CE N'EST PAS UNE OPTION MAIS UNE OBLIGATION...



#AFFICHE
<https://bit.ly/46aOXKG>

Continuons à agir !

Après 6 mois de grèves, d'une mobilisation historique par sa durée et par l'ampleur des manifestations, l'exécutif a décidé d'imposer sa réforme des retraites en empêchant une nouvelle fois les parlementaires de voter. Ce nouveau déni de démocratie, les nombreux passages en force, malgré le rejet massif de la population laisseront des traces profondes. Hier encore, le conseil de l'Europe s'est interrogé sur l'ingérence significative de l'exécutif suite à l'utilisation en France de l'article 49.3.

Cette réforme, rejetée par toutes les organisations syndicales de salarié·es et de jeunesse a conduit à un niveau de mobilisation jamais égalé, rarement atteint y compris en Europe. Cela aurait dû amener le gouvernement à retirer son projet. L'exécutif sort considérablement affaibli de ce conflit, méprisant la démocratie sociale et les travailleurs, travailleuses et la jeunesse, encore aujourd'hui opposés très largement à cette réforme. C'est grave et porteur d'interrogations pour l'avenir quant à l'expression que prendra la colère sociale.

L'intersyndicale et les manifestant·es n'ont pas réussi à faire reculer le gouvernement sur le passage de l'âge de la retraite de 62 à 64 ans, mais nous ne tournons pas la page.

#RETRAITES
Déclaration de l'intersyndicale qui appelle à continuer d'agir.
<https://bit.ly/3XdX05n>

Info'Com-CGT
4 Rue Guyton de Morveau,
75013 Paris
01 43 31 80 49

info'com
UN SYNDICAT POUR TOUS

infocomcgt.fr
news@infocomcgt.fr
info'com-CGT